

HOOFDSTUK IV. — *Algemene, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Gedurende de achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, moet de dienst, om erkend te worden, opgericht zijn vanuit een dienst die reeds erkend was met toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming.

Art. 11. Er kan een voorlopige erkenning door de Regering toegekend worden aan diensten die voldoen aan de bij artikel 10 bepaalde voorwaarden en die een erkenningsaanvraag hebben ingediend overeenkomstig de procedures bepaald bij het besluit bedoeld bij artikel 6, § 1, en binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Deze voorlopige erkenning is geldig gedurende 12 maanden.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1571

[C - 99/29251]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions
pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération de Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques visés aux articles 1^{er}, 14^o et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

CHAPITRE II. — *Les missions*

Art. 2. Le service de prestations éducatives ou philanthropiques, ci-après dénommé le service s'adresse à des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. Il a pour mission d'apporter une réponse éducative à la délinquance juvénile par l'organisation à titre principal de prestations éducatives ou philanthropiques au profit des jeunes visés à l'article 36, 4^o de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

L'organisation des prestations visées au § 1^{er} consiste notamment à rechercher et à mettre en place les moyens de réaliser celles-ci, à nouer les contacts utiles à cet effet, et à encadrer le jeune dans le cadre et pendant la durée de sa prestation.

La prestation peut être cumulée avec toute autre mesure d'aide ou de protection préexistante, pour autant qu'elle se rapporte à des faits nouveaux et différents de ceux qui ont motivé la mesure d'aide ou de protection.

Art. 3. Le service travaille sous mandat d'une autorité mandante qui est le tribunal de la jeunesse. L'autorité mandante adresse au service, un mandat pour chaque demande d'organisation d'une prestation.

Le mandat précise les motifs, la durée et, s'il échet, le nombre d'heures de la prestation. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune.

Le service adresse un premier rapport à l'autorité mandante au maximum dans les deux mois qui suivent la date du mandat. Un second rapport est transmis à la fin du troisième mois qui suit la date du mandat, puis de quatre en quatre mois jusqu'à la fin de la prestation. Un rapport de synthèse est fait à l'issue de l'accomplissement de la prestation ou, s'il échet, lorsque l'autorité mandante met fin au mandat.

Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées annuellement. Ce nombre de situations effectives est déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de prise en charge correspond à la date du mandat.

CHAPITRE III. — *Le subventionnement**Section 1re.* — Subventions pour frais de personnel

Art. 4. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est accordée au service sur la base des normes suivantes :

Pour un projet pédagogique visant :

a) 45 situations (avec un minimum de 36) : 3 fonctions temps plein dont :

1 directeur;

1 rédacteur;

1 licencié en droit ou en criminologie ou 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie. Au moins un emploi mi-temps devra être confié à un licencié en droit ou en criminologie;

b) 60 situations (avec un minimum de 48) : 4 fonctions à temps plein dont :

1 directeur;

1 rédacteur;

1 licencié en droit ou en criminologie. Au moins un emploi mi-temps devra être confié à un licencié en droit ou en criminologie;

1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie;

c) 85 situations (avec un minimum de 64) : 5 fonctions à temps plein dont :

1 directeur;

1 rédacteur;

1 licencié en droit ou en criminologie. Au moins un emploi mi-temps devra être confié à un licencié en droit ou en criminologie;

2 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

d) 120 situations (avec un minimum de 90) : 6 fonctions à temps plein dont :

1 directeur;

1 rédacteur;

1 licencié en droit ou en criminologie. Au moins un emploi mi-temps devra être confié à un licencié en droit ou en criminologie;

3 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie ou au maximum 1 éducateur classe 2 A comptant au moins cinq années d'ancienneté dans une fonction éducative dans un service agréé dans le cadre de l'aide à la jeunesse;

Art. 5. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 4 :

A. Personnel éducateur : toutes les fonctions.

B. Personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie; les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée.

C. Personnel administratif : commis, rédacteur ou économiste.

D. Personnel de direction : directeur barème A.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 6. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 4, est accordée au service sur la base des normes de référence suivantes :

pour un projet pédagogique visant :

a) 45 situations : 631 778 F indexables.

b) 60 situations : 677 730 F indexables.

c) 85 situations : 861 507 F indexables.

d) 120 situations : 1 198 000 F indexables.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales, transitoires et finales*

Art. 7. Les services qui étaient agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, sont agréés de plein droit sur base du présent arrêté. Le nombre de situations défini dans le projet pédagogique du service agréé est fixé sur base du nombre d'emplois subventionnés au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

La subvention visée à l'article 4 pour les services visés au § 1^{er} est déterminée en fonction du nombre d'emplois pris en considération pour calculer la subvention provisionnelle forfaitaire du service au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. A l'exception des services visés à l'article 7, seuls peuvent être agréés dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, les services créés à partir d'une restructuration de services résidentiels qui étaient agréés sur base de l'arrêté visé à l'article 7, § 1^{er}.

Art. 9. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1571

[C - 99/29251]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dienst voor opvoedkundige en filantropische prestaties bedoeld bij de artikelen 1, 14° en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten*

Art. 2. De dienst voor opvoedkundige en filantropische prestaties, hierna de dienst genoemd, richt zich tot minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd. Hij heeft als opdracht een educatief antwoord te brengen inzake jeugdmisdadigheid door op de eerste plaats opvoedkundige of filantropische prestaties te organiseren ten bate van de jongeren bedoeld bij artikel 36, 4° van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De organisatie van de in § 1 bedoelde prestaties houdt onder meer in het zoeken en het aanwenden van de middelen om die prestaties uit te voeren, de contacten die daartoe nodig zijn te leggen en de jongere te begeleiden in het kader en gedurende het verloop van zijn prestatie.

De prestatie kan gecumuleerd worden met gelijk welke andere maatregel inzake hulpverlening of vooraf bestaande bescherming, voor zover zij betrekking heeft op nieuwe feiten die verschillen van deze die de maatregel inzake hulpbetoon of bescherming hebben gemotiveerd.

Art. 3. De dienst werkt op mandaat van een lastgevende overheid d.i. de jeugdrechtbank. De lastgevende overheid zendt een mandaat naar de dienst voor elk verzoek om een prestatie te organiseren.

Het mandaat vermeldt de redenen, de duur en desgevallend het aantal uren van de prestatie. Het mandaat mag op niet meer dan een jongere betrekking hebben.

De dienst zendt een eerste verslag naar de lastgevende overheid ten laatste binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat. Een tweede verslag wordt verzonden op het einde van de derde maand die volgt op de datum van het mandaat, en vervolgens om de vier maanden tot het einde van de prestatie. Een syntheseverslag wordt opgesteld wanneer de prestatie volbracht is of, desgevallend, wanneer de lastgevende overheid een einde stelt aan het mandaat.

Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het aantal situaties die jaarlijks worden behandeld. Dit aantal effectieve situaties wordt bepaald door het aantal aan de dienst toevertrouwde mandaten. Het begin van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

HOOFDSTUK III. — *De betoelaging*

Afdeling I. — Toelagen voor personeelskosten

Art. 4. De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen :

Voor een opvoedingsproject met het oog op :

a) 45 situaties (met een minimum van 36) : 3 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 licentiaat in de rechten of criminologie of 1 opvoeder 1e klasse of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie. Ten minste een halftijdse betrekking moet toegewezen worden aan een licentiaat in de rechten of criminologie.

b) 60 situaties (met een minimum van 48) : 4 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 licentiaat in de rechten of criminologie. Ten minste een halftijdse betrekking moet toegewezen worden aan een licentiaat in de rechten of criminologie.

1 opvoeder 1e klasse of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie;

c) 85 situaties (met een minimum van 64) : 5 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 licentiaat in de rechten of criminologie. Ten minste een halftijdse betrekking moet toegewezen worden aan een licentiaat in de rechten of criminologie.

2 opvoeders 1e klasse of maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie;

d) 120 situaties (met een minimum van 90) : 6 voltijdse ambten, waaronder :

1 directeur;

1 opsteller;

1 licentiaat in de rechten of criminologie. Ten minste een halftijdse betrekking moet toegewezen worden aan een licentiaat in de rechten of criminologie.

3 opvoeders 1e klasse of maatschappelijk assistenten of assistenten in de psychologie of ten hoogste 1 opvoeder klasse 2 A die ten minste vijf jaar anciënniteit telt in een opvoedingsbetrekking in een dienst erkend in het kader van de hulpverlening aan de jeugd.

Art. 5. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij vorig artikel, komen enkel de volgende ambten in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het bij artikel 4 bedoelde besluit :

A. Opvoedingspersoneel : alle ambten.

B. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in de strafinrichtingen of assistent in de psychologie; de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3.

C. Administratief personeel : klerk, opsteller of huismeester.

D. Directiepersoneel : directeur weddeschaal A.

Afdeling 2. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 6. De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het bij artikel 4 bedoelde besluit wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende verwijzingsnormen :

voor een opvoedingsproject met het oog op :

a) 45 situaties : 631 778 F, indexeerbaar

b) 60 situaties : 677 730 F, indexeerbaar

c) 85 situaties : 861 507 F, indexeerbaar

d) 120 situaties : 1 198 000 F, indexeerbaar.

HOOFDSTUK IV. — Algemene, overgangs- en slotbepalingen

Art. 7. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren of een overeenkomst hadden gesloten op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, zijn van rechtswege erkend op basis van dit besluit. Het aantal situaties bepaald in het opvoedingsproject van de erkende dienst wordt vastgesteld op basis van het aantal gesubsidieerde betrekkingen die de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit bestonden.

De bij artikel 4 bedoelde toelage voor de diensten bedoeld bij § 1 wordt bepaald volgens het aantal betrekkingen die in rekening worden genomen om de vaste provisionele toelage van de dienst te berekenen die de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing was.

Art. 8. Behoudens de bij artikel 7 bedoelde diensten, kunnen enkel erkend worden binnen de twaalf maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit de diensten die opgericht werden vanaf een herstructurering van residentiële diensten die erkend waren op basis van het besluit bedoeld bij artikel 7, § 1.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX